



ARD

Alliance Républicaine pour le Développement

Journal Réalité - Edition mensuelle d'Avril 2019 – République de Djibouti

Président du Haut-Conseil de l'Alliance républicaine pour le développement (ARD) : Adan Mohamed Abdou

Directeur de publication : Mahdi Ibrahim God # Rédacteur en chef : Maki Houmed-Gaba

SOMMAIRE

| | |
|---|----|
| Sommaire de la publication | 1 |
| Vœux du ramadan présentés par l'USN (Le mot du président) | 2 |
| Fusion totale ! Nouvelle Réunion du comité exécutif réunifié de l'ARD..... | 3 |
| Tournée du Haut-Conseil de l'ARD au siège de la fédération d'Ambouli..... | 3 |
| Rencontre du Haut-Conseil de l'ARD avec les dirigeants de l'USN | 4 |
| Le Haut-Conseil de l'ARD poursuit sa tournée de réunification à Djibouti-ville..... | 4 |
| Avril 2019 au fil du mois | 5 |
| Hommage de la LDDH à son fondateur Jean-Paul Abdi NOEL | 5 |
| Communiqué de presse de l'ARD : Sud-Ouest ou Far-West ?..... | 6 |
| Compte-rendu de la conférence de l'USN du 6 avril 2019 à Bruxelles..... | 7 |
| Big Bang, par Mohamed Ali Abdou (ARD)..... | 10 |
| Djibouti/DP Word: la Cour arbitrale de Londres ordonne 385 M\$ d'indemnisation | 12 |

*

ALLIANCE REPUBLICAINE POUR LE DEVELOPPEMENT

ARD – FONDEE LE 2 AVRIL 2002 A DJIBOUTI

*

www.ard-djibouti.org

realite_djibouti@yahoo.fr

@ARD_Djibouti

*

VŒUX DU RAMADAN PRESENTES PAR L'UNION POUR LE SALUT NATIONAL (USN)

Le mot du président pour le ramadan



UNION POUR LE SALUT NATIONAL

ARD-UDJ-PMP-PND

Djibouti le 04 mai 2019

RAMADAAN KARIIM

Le mois béni de Ramadan s'annonce : qu'Allah agrée nos actes de piété et en facilite l'accomplissement, malgré la dégradation constante des conditions de vie de l'extrême majorité de la population. Que de souffrances endurées, que de tourments subis, chers compatriotes, depuis le Ramadan de l'année dernière :

- Exactions contre les civils tant au Nord qu'au Sud,
- Répressions et arrestations sur des bases tribales
- Embargo contre les populations du Nord,
- Harcèlement contre des forces démocratiques,
- Mauvaise réponse à une épidémie de paludisme qui aurait déjà causé rien que dans la capitale une centaine de morts camouflés par l'absence de toute donnée épidémiologique,
- Etc.

Mais que de motifs d'espoir et de fierté depuis :

- Prise de conscience globale de la tragédie au Yémen,
- Ouverture démocratique en Éthiopie, malgré quelques conflits ethniques,
- Consolidation de la démocratie au Somaliland et restauration de l'État en République Fédérale de Somalie,
- Chute du dictateur Omar al Béchir au Soudan consécutive à un mouvement populaire,
- Prise de conscience irréversible que, dorénavant, c'est possible chez nous, comme en attestent les manifestations de plus en plus nombreuses, partout dans le pays.

C'est pourquoi le temps nous semble venu de lancer un appel à une vaste mobilisation générale pour insuffler et précipiter l'inéluctable changement démocratique. Dans les semaines et mois à venir, in cha Allah.

Au nom de l'USN, je vous souhaite à toutes et à tous, chers compatriotes, un Ramadan de paix et de sérénité.

**Le président de l'USN
Adan Mohamed Abdou**

FUSION TOTALE ! Nouvelle réunion du comité exécutif réunifié de l'ARD (Djibouti, 20-04-19)

Ce samedi après-midi 20 Avril 2019, réunion du Comité Exécutif réunifié de l'ARD en son siège central. Dirigés par le président du Haut-Conseil de l'ARD, M. Adan Mohamed Abdou, les travaux ont porté sur la constitution des différentes commissions de travail, chargées d'organiser les activités jusqu'à la tenue du Congrès.

En avant toute, résolument !



Djibouti, le 20 avril 2019

**

Tournée du Haut Conseil de l'ARD au siège de la fédération d'Ambouli (ARD, 19-04-19)

Tournée du Haut Conseil de l'ARD au siège de la fédération d'Ambouli

Dans le cadre de la poursuite du processus de réunification de l'ARD dans toutes ses instances et structures, le Haut Conseil de l'ARD a tenu ce vendredi 19 Avril 2019 une réunion avec les membres du comité de la fédération d'Ambouli.

Ci-dessous quelques photos de la tournée.



Djibouti, le 19 avril 2019

**Note d'information du Haut-Conseil de l'ARD du 15 avril 2019
à l'occasion de la rencontre du Haut-Conseil de l'ARD avec les dirigeants de l'USN**

Le Haut-Conseil de l'ARD conformément à sa résolution d'engager des discussions avec toutes les sensibilités de l'opposition, a tenu une réunion de travail ce dimanche 14 avril 2019 avec les dirigeants des autres parties prenantes de l'Union pour le Salut National (USN) dont l'ARD est déjà membre fondateur, à savoir les membres du Parti pour le Mérite et le Progrès (PMP), du Parti national démocratique (PND) et de l'Union pour la démocratie et la justice (UDJ).

Une démarche similaire sera engagée avec toutes autres organisations politiques ou de la société civile afin d'ouvrir des discussions de fond élargies à chaque nouvelle formation politique ou organisation de la société civile soucieuse d'unité d'action pour un nouveau projet de société sur une base cohérente.

Djibouti, le 15 avril 2019



Le Haut-Conseil de l'ARD poursuit sa tournée à Djibouti-ville, dans le cadre de la réunification

Ce vendredi 12 avril dans l'après-midi, ce fut au tour de notre annexe du Quartier 3, qui se distingue par une spécificité tout à son honneur : bien avant la création de l'ARD, cette structure existait en tant que cellule clandestine du FUOD apportant un soutien multiforme aux combattants du FRUD, et ce jusqu'à la signature de l'accord de paix du 12 mai 2001.

En toute modestie et toujours du combat, jusqu'à la victoire des forces démocratiques, incha-Allah.

Djibouti, le 12 avril 2019



Avril 2019 : au fil du mois

Depuis quelques temps sévit une épidémie de paludisme à Djibouti. Tous les Hôpitaux de la Capitale sont débordés et n'arrivent pas à faire face à l'afflux des malades, écrit le 22 avril la Ligue djiboutienne des droits de l'homme dans un communiqué de presse.

*

Ali-Sabieh manque d'eau et connaît des coupures d'électricité. A l'approche de la saison chaude, la ville d'Ali-Sabieh, chef-lieu de la région du même nom, à l'est du pays, connaît une pénurie d'eau depuis plusieurs jours.

*

Selon les informations recueillies par la Ligue djiboutienne des droits humains, de nouvelles bavures policières ont eu lieu au village de Dammerjog, une localité au sud de la Capitale dans la nuit du 20 au 21 Avril 2019. Dans la région de Dikhil, au sud-ouest du pays, des militaires djiboutiens ont tiré sur des civils et en ont blessé deux. Les faits se sont produits dans la nuit du 11 au 12 avril 2019 entre Dikhil-ville et As-Eyla. Les militaires étaient en patrouille à Shekeyti lorsqu'ils ont tiré sur des véhicules de transport en commun avec à leur bord des civils, Il est reproché sans preuves aux victimes de se livrer à la contrebande.

*

Dans une note d'information du 14 avril, la LDDH dénonce les injustices de salaires dont sont victimes les employés des entités portuaires de Djibouti et interpelle les Autorités du pays à obliger les Employeurs à l'application des textes nationaux notamment la constitution du pays, le code de travail et enfin à l'application des conventions internationales ratifiées par la République de Djibouti.

*

Djibouti, le pays le plus déprimé d'Afrique selon Magazine Business

Dans une étude sur la dépression à l'échelle du monde, publiée par le Magazine Business Insider, notre pays, Djibouti, se classe premier en Afrique pour le nombre de personnes souffrant de troubles dépressifs. Avec un taux de dépression de 5,1% de la population générale, Djibouti est, en effet, le pays africain dont les habitants sont le plus touchés par ce mal, rapporte la Voix de Djibouti.

Notre patrie est ainsi en tête du peloton de 11 pays le plus affectés par la dépression en Afrique. Les autres dix pays étant par ordre de classement : Tunisie, Cap-Vert, Lesotho, Botswana, Éthiopie, Ouganda, Afrique du Sud, Algérie, Maroc et Libye.

*

Abdisalam Ismail, arbitrairement détenu durant six mois pour avoir diffusé une image du chef de l'État Ismaël Omar Guelleh en train de somnoler dans une conférence internationale a été libéré le 30 avril 2019. Une cérémonie a été organisée le 6 mai par le parti RADDE dont il est membre.

*

Hommage de la Ligue djiboutienne des droits humains (LDDH) à son fondateur Jean-Paul Abdi Noël

Djibouti le 13 Avril 2019

HOMMAGE !!

Il y a 7 années disparaissait le Président Fondateur de la Ligue Djiboutienne des Droits Humains (L.D.D.H) son Excellence Jean Paul Abdi Noël.

De Mai 1999 à 13 Avril 2012 le grand Jean Paul a incarné sans faille la protection et la promotion des Droits Humains et ce, malgré les conjectures négatives sous une dictature telle que celle de Djibouti.

Infatigable, téméraire et toujours à l'écoute des victimes des violations, le Président Jean Paul a consacré la tête haute sa vie à cette noble lutte qu'est la défense des sans voix djiboutiens dans un contexte difficile.

Fidèle à ton esprit qui guide chaque jour nos pas, nous te disons : « REPOSE TOI EN PAIX » car ton œuvre suit le chemin que tu as tracé jusqu'à l'avènement d'un ETAT de DROIT ou chaque citoyen djiboutien aura son droit et jouira de sa totale liberté.

Le Président de la LDDH
Omar Ali Ewado



Jean-Paul Abdi NOEL

Communiqué de presse de l'ARD : Sud-Ouest ou Far-West ?



ARD
Alliance Républicaine pour le Développement

COMMUNIQUE DE PRESSE

SUD-OUEST OU FAR-WEST ?

Des militaires tirent sur des civils dans la région de Dikhil

Dans la nuit du jeudi 11 au vendredi 12 avril 2019, des civils ont été victimes de tirs à balles réelles non loin de Dikhil, au lieu-dit Shekayto. Les responsables identifiés sont des éléments de l'Armée Nationale Djiboutienne agissant, sans sommation et sans avoir établi un barrage en bonne et due forme, sous l'autorité et la responsabilité de leur hiérarchie.

Le bilan provisoire fait état de plusieurs blessés, dont deux grièvement, ainsi que de dommages subis par le véhicule appartenant à un civil se consacrant en toute honnêteté et depuis longtemps au transport rural des biens et des personnes dans cette région abandonnée.

Cette violence militaire mettant sans raison en danger la vie de paisibles ruraux n'est pas un acte isolé. En effet, l'on constate avec inquiétude une recrudescence des actes de vandalisme ou de tirs à balles réelles dont les ruraux sont victimes dans les Régions de Tadjourah et d'Obock.

L'ARD souhaite un prompt rétablissement à toutes ces victimes et les assure de son soutien plein et entier.

L'ARD condamne fermement la terreur imposée par les éléments des forces armées à de paisibles civils et exige qu'une commission d'enquête soit diligentée afin que toute la lumière soit faite sur ces intolérables abus et ces usages inconsidérés et criminels de la force armée pour qu'un terme soit mis à l'impunité dont bénéficie tous ces cow-boys en uniforme.

Le Président du Haut-Conseil de l'ARD

ADAN MOHAMED ABDOU



COMPTE-RENDU DE LA CONFERENCE DE L'USN LE 6 AVRIL 2019 A BRUXELLES

La conférence de l'Union pour le salut national (USN) reconstituée s'est tenue le samedi 6 avril 2019 à Bruxelles. La conférence s'est fixée comme objectif de présenter une première esquisse du bilan de l'USN et les objectifs de la coalition face aux citoyens Djiboutiens. Présentation et ouverture de la conférence par **Abdallah Dini**, membre de l'ARD en Belgique.

Intervenants :

Mahdi Ibrahim, membre du Haut-Conseil de l'ARD, Alliance républicaine pour le développement

Saïd Houssein Robleh, président de l'UDJ, Union pour la démocratie et la justice

Hachin Loïta, secrétaire général de l'UDJ, Union pour la démocratie et la justice

Maki Houmed-Gaba, représentant de l'ARD en Europe

Mahdi Ibrahim God, membre du Haut-Conseil de l'ARD, a introduit la conférence de l'USN à Bruxelles. Le projet de relance de l'USN vise à trouver un cadre de travail pour l'opposition. Le projet d'un bilan de l'USN est primordial et va accompagner la relance de la coalition.

Une ébauche des perspectives proposées aux Djiboutiens sera évoquée par la suite.

Le système de dictature qui perdure à Djibouti depuis tant d'années doit absolument cesser. Il s'agit de notre engagement fondamental qui est pris avec la relance de l'USN.

La relance de l'USN en Europe commence par cette conférence à Bruxelles et se continuera sur plusieurs lieux. Il pourra être proposé un changement du nom USN si une majorité des membres en décide. Le plus important reste la façon dont la lutte est envisagée.

Un autre point important à préciser : la présente conférence n'est pas en divergence avec les conférences du Bourget et Bruxelles mais en totale complémentarité et dans une lutte commune. La relance de l'USN vise à mobiliser les Djiboutiens dans le pays au sein d'un cadre de lutte unitaire.

Les trois lettres USN ont acquis une reconnaissance des chancelleries de plusieurs pays et font référence à la relation qui a été nouée. Ce nom est un appel à l'espoir. Les chancelleries partenaires veulent travailler avec une coalition unitaire dotée d'un état-major fort et stable. La coalition doit être l'occasion de rassembler toutes les forces de la nation au-delà des partis politiques et l'occasion de donner à chacune et à chacun la possibilité de participer pleinement.

Le président de l'USN Adan Mohamed Abdou adressera un message depuis Djibouti destiné à la diaspora.

Maki Houmed-Gaba, représentant de l'ARD, ébauche le projet de bilan de l'USN. Thème majeur de la relance de la coalition, le bilan se décline sous plusieurs angles. Le bilan politique en premier, sous ses aspects positifs, est facile à présenter. L'avènement de l'USN a constitué en soi un moment fort dans l'histoire de la mobilisation à Djibouti. Nous n'oublions pas néanmoins les aspects négatifs de la révolte puisque beaucoup de Djiboutiens ont été réprimés dans leur chair ou payé de leur activité professionnelle.

Le bilan politique se mesure à l'ampleur de la mobilisation citoyenne vécue pour la première fois à Djibouti sur une durée importante.

L'USN en 2013 a permis aux Djiboutiens de prendre confiance en eux et de prendre conscience qu'ils peuvent changer les choses dans leur pays. C'était l'idée d'un printemps djiboutien dont l'action de l'USN a eu l'honneur d'avoir été le lieu et le cadre. Un nombre inestimable de Djiboutiens ont rejoint le mouvement et pris des risques considérables pour leur travail et face à la répression policière. Une telle mobilisation n'avait pas eu lieu depuis 2003.

2e point de bilan positif : de hauts fonctionnaires de l'État et de l'administration rencontraient secrètement des intermédiaires USN pour apporter leur soutien en transmettant des informations clé sur les anomalies du fonctionnement de l'État et permettre à l'USN de les pointer du doigt. Les mêmes fonctionnaires sont toujours présents et toujours prêts pour apporter la même contribution dans la même discrétion.

.../...

Page 7/12

3^e point de bilan positif : les enseignants ont été une révélation dans l'action de 2013. Les enseignants ont pris conscience les premiers des anomalies dans le fonctionnement du pays par rapport aux normes internationales qu'ils connaissent grâce à leur formation universitaire. Ainsi, la quasi-révolution qui avait éclaté en 2013 avait fait rallier plus ou moins discrètement un spectre très large de Djiboutiens dans le sillage des enseignants.

4^e point de bilan positif : la révélation des réseaux sociaux à grande échelle. Ce moyen de communication a permis pour la première de passer outre la censure du régime et d'informer sur Djibouti sur un plan mondial.

Le bilan sur les incompréhensions affichées des citoyens à l'égard de l'USN est toujours en préparation. Notamment le pourquoi de la signature de l'accord-cadre de 2014 et de l'intégration de l'USN dans l'assemblée nationale en minoritaire, alors que la coalition avait remporté la majorité des votes.

A rappeler néanmoins sur ce point que l'action de l'USN se déroulait dans un cadre international, c'est-à-dire en relation avec des partenaires du monde entier qui proposaient tous d'engager un dialogue politique pour sauver Djibouti d'un chaos préjudiciable à la qualité de plateforme politique et militaire internationale que représente notre pays.

Il reste à expliquer comment de tels partenaires n'étaient plus au rendez-vous lorsque le régime a ouvertement violé cet accord. Qu'est-ce que l'USN a manqué d'effectuer qui n'aurait pas poussé à faire appliquer l'accord de 2014 par les partenaires ?

A rappeler aussi que la signature d'un accord pour sortir de la crise politique était un gage d'ouverture à l'endroit des citoyens djiboutiens non-membres de la coalition mais disposés à accompagner une évolution progressive vers une ouverture politique.

Il reste aussi à expliquer la nature des contradictions internes à l'USN consécutives aux actions répressives du régime.

Le point négatif qui aura précipité la coalition est la difficulté à parler d'une seule voix aux élections présidentielles d'avril 2016.

Aujourd'hui l'USN a pris acte de ces contradictions et s'engage devant les Djiboutiens à présenter un nouveau plan de travail totalement différent, parallèlement avec la présentation du bilan de 2013.

L'USN a déjà vécu une expérience concrète qui lui permet de repartir sur de nouvelles bases.

Saïd Houssein Robleh, président de l'UDJ, Union pour la démocratie et la justice, présente le nouveau départ de l'USN après trois ans d'absence.

Le président de l'UDJ apporte un complément au bilan de l'USN. Le bilan est mitigé et l'existence de l'USN a posé les jalons d'un travail à continuer. Bien distinguer les différents points pour favoriser un examen de conscience.

Le principal point qui a précipité l'USN a été la participation aux présidentielles de 2016. Il est à l'origine d'une séparation et division au sein de l'USN. Il était convenu depuis la coalition UAD qu'il n'y aurait pas de participation à des élections sans CENI transparente, même si une première exception a été la participation aux législatives de 2013.

Le 2^e point a été la difficulté d'appliquer des textes convenus entre les membres de l'USN, c'est-à-dire la Charte et le Programme politique qui avaient été mis en place en 2014. En effet, la coalition avait été créée dans l'urgence et son fonctionnement n'était pas parfait, parallèlement à la répression continue qui touchait les membres de l'USN.

3^e point, l'USN n'a pas trouvé l'occasion de travailler à rehausser la culture politique de ses sympathisants, alors que la scène politique a été verrouillée depuis l'indépendance en 1977.

4^e point, l'USN a manqué de coordination efficace entre les militants de l'intérieur et ceux de l'extérieur. L'existence des réseaux sociaux a permis de limiter quelque peu cette difficulté malgré l'absence de qualité des réseaux de communication maintenue sciemment par la dictature.

5^e point, l'USN a manqué de plateforme sur laquelle les Djiboutiens puissent communiquer directement, mis à part la page Facebook USN, tributaire des aléas de la connexion Internet. De même, l'information était à sens unique sur cette page USN et pas suffisamment dans les deux sens.

6^e point, la méthode de travail des partis politiques avant 2013 n'avait pas été réadapté pour la situation d'après 2013,

.../...

Page 8/12

laquelle était nouvelle pour tout le monde. Rompre avec l'ancien mode d'organisation aurait dû amener à renouveler les méthodes de travail. Ce renouvellement est l'engagement que nous prenons pour l'USN en 2019.

Entre continuité de la lutte et renouvellement des méthodes de travail, l'USN accueille toutes les critiques pour lui permettre de changer.

7^e point, la collaboration entre les membres des partis politiques de l'USN n'était pas efficace. Seul le Haut-Conseil rassemblait concrètement les présidents des différents partis. Nous proposons à l'avenir que les membres de partis travaillent plus étroitement et tendent à faire fusionner les partis.

8^e point, la plateforme de l'USN n'était pas suffisamment ouverte en direction des organisations de la société civile. L'atmosphère de répression continue ne facilitait pas non plus cette action. L'impasse politique qui prévaut depuis 1977 a verrouillé toute la vie politique.

Intervention téléphonique du président de l'USN Adan Mohamed Abdou

Le président de l'USN remercie l'assistance présente à cette 2^e conférence depuis celle de Djibouti. Il faut savoir que l'USN a été recréé pour combler un vide politique à Djibouti. Le régime s'évertuait à proclamer que l'opposition n'existait plus. Nous avons voulu combler ce vide, c'est chose faite aujourd'hui.

Les partis qui composent l'USN sont aujourd'hui au nombre de quatre et nous prévoyons que les autres nous rejoignent. Le message que je vous passe est d'informer que l'USN aspire et œuvre pour faire advenir le changement. L'USN préparera son congrès avec les autres membres attendus.

Hachin Loïta, secrétaire général de l'UDJ a présenté les perspectives et les projets que porte l'USN aujourd'hui.

La priorité identifiée est de répondre aux besoins vitaux de la population djiboutienne dans les domaines essentiels du logement, du travail, de la santé, de l'éducation, de la décentralisation et de la liberté.

Djibouti est devenu un dortoir à ciel ouvert où le logement fait l'objet d'une spéculation qui exclue la majorité des Djiboutiens. Sans abri, aucun individu ne peut exister. Un référendum pourra être proposé et cette urgence pourrait être inscrite dans la Constitution.

Le travail non qualifié est très mal rémunéré à Djibouti et le salaire minimum est de 35.000 FDJ. De plus la transparence sur le marché de travail est totalement absente. Il faudra remédier à cela.

Sur le plan du droit, le président de Djibouti est aussi Chef de gouvernement : cela ne peut plus durer. La séparation des trois pouvoirs législatif, exécutif et judiciaire doit être totale et respectée.

Sur la santé, la CMU serait en voie de création et cela constitue un progrès. Mais en réalité elle n'est pas appliquée et les soins de santé doivent être gratuits.

Sur l'éducation, autre sujet d'importance primordiale, l'école est dite gratuite mais en réalité elle ne l'est pas si on recherche une école de qualité. Les formations professionnelles doivent également s'ouvrir au plus grand nombre et de plus s'ouvrir aux métiers hors du secteur tertiaire, qu'il reste à valoriser.

Sur la décentralisation, il convient de réviser les lois en cours et surtout veiller à leur application effective. La décentralisation implique nécessairement d'allouer un budget propre à gérer librement par l'entité concernée.

CONCLUSION

La conférence de la coalition de l'opposition USN à Bruxelles a été une première étape avant la tenue de nouvelles conférences et rencontres dans d'autres villes et pays avec la diaspora.

La relation forte entre l'intérieur et l'extérieur du pays est une condition indispensable pour réussir une mobilisation complète.

Le 5^e mandat présidentiel d'Ismaël Omar Guelleh est totalement irrecevable pour les citoyens djiboutiens comme pour la coalition USN engagée vigoureusement à le dénoncer de par le monde.

L'échange avec la salle a permis de préciser des points qui feront l'objet d'un débat à l'occasion d'une prochaine rencontre. **FIN**

BIG BANG ! par Mohamed Alii Abdou, ARD

C'est ainsi que le chef de l'État a qualifié les événements qui ont eu cours dans la région et isolé Djibouti. En plus des nombreux mensonges dont il est coutumier qui ont émaillé son interview, il ajoute qu'« *Abiy Ahmed a fracturé une porte blindée dont la serrure était l'Érythrée* ». Soit il n'a rien compris, soit il ment effrontément en entubant son interlocuteur et les lecteurs. Vraisemblablement les deux.

Il n'y a pas eu de big bang dans la région. L'Indépendance de l'Érythrée en a été un mais pas les derniers événements dans la région. Il est vrai que le T.P.L.F qui a conquis le pouvoir par les armes, soit déchu par une chevaleresque résistance populaire pacifique est en soi un séisme dont devrait s'inspirer la dictature militaire familiale. Ce n'est qu'une question d'appréciation et de perception. Ce n'est pas comment il qualifie le processus en cours chez nos voisins qu'il s'évertue à perturber qui nous intéresse ici, mais ce qu'il occulte dans son analyse. En effet il affirme qu'« *Abiy Ahmed a fracturé une porte blindée dont la serrure était l'Érythrée* ».

Abiy Ahmed n'a rien fracturé ! Il a accédé au terme d'une longue résistance pacifique des communautés Amhara et Oromo contre son maléfique allié TPLF. Ce dernier neutralisé, Abiy Ahmed n'a fait qu'appliquer les Accords d'Alger pour initier un processus de normalisation avec son voisin Érythrée qu'il faut espérer irréversible pour la Paix dans la région. Le TPLF et son allié RPP qui ont enflammé la région, avaient en commun la violation et le refus d'appliquer des Accords de Paix signés en grandes pompes et ayant mis fin à deux conflits armés qui ont failli embraser toute la région...

Le big bang et big bang il doit y avoir et il y aura, ne peut venir que de Djibouti. Il le sait et c'est sa principale hantise : VOIR COMME AUX LEGISLATIVES 2003, EN FEVRIER 2011 ET AUX LEGISLATIVES 2013, TOUTES LES COMMUNAUTES S'UNIR POUR DELOGER CETTE GANGRENE RPP QU'IL PRESIDE. PARCE QU'IL SAIT PERTINEMMENT QU'AVEC CETTE PAIX SAUTERONT CONCOMMITAMMENT LES VERROUS DE LA TRASPARENCE ELECTORALE ET FINANCIERE. ADIEU ALORS L'USAGE EXCESSIF, ILLEGAL, IMPUNI, PRIVE ET DECOMPLEXE QU'IL FAIT DE TOUTES LES RESSOURCES FINANCIERES ET COERCITIVES DE CE QUI SUBSISTE DE L'ETAT.

C'est pour éviter cette inéluctable perspective qu'il s'évertue avec un art consommé à semer la Discorde dans le pays et la région. Ne nous attardons pas sur la lourde présomption de culpabilité qui pèse sur lui pour son implication dans les tragiques événements qui secouent les régions voisines 2 et 5 de l'Éthiopie depuis trois mois ... La charge de la preuve incombant à l'accusation, laissons-la accumuler les preuves.

Instaurer la Paix à Djibouti par l'application de l'Accord de Paix du 12 mai 2001 dont nous commémorerons dans quelques la signature et la violation, c'est LA MISSION DE L'ARD ! Elle est née en tant que parti politique avant l'expiration de la question référendaire relative à la limitation à quatre des partis politiques, PAR CET ACCORD.

C'est ce qui fait sa singularité dans le paysage politique partisan. Elle n'a donc pas besoin de récépissé et de légalité à géométrie variable d'une apparence d'État qui ne respecte aucun de ses engagements écrits (nationaux et internationaux).

Sa dénonciation de l'Accord en mars 2005 signifiait que l'ARD tirait une croix définitive sur le gouvernement comme partenaire à son application.

L'acharnement de l'ARD à unir les démocrates de l'intérieur et de l'extérieur avec leurs représentants, n'a pas d'autres objectifs que l'instauration de cette indispensable Paix comme préalable à toute démocratisation et développement. Un coup d'œil sur le rétroviseur est nécessaire pour une lecture sans passion du présent avant d'agir vite et bien.

- Depuis quatre mandats toutes les affaires d'État qui ont entaché la réputation de notre pays avaient des causes commerciales : IOG / BOREH ; IOG /AOG, IOG/DUBAI PORTS, mais cette fois, toutes les bornes du tolérable sont dépassées car sa cupidité ensanglante toute la région... :

Au cœur et à l'origine de ces événements : A la veille des Présidentielles 2021, Le contrôle de la contrebande (qui ruine deux États) du corridor routier qu'elle emprunte...car elle rapporte à la pègre des deux communautés belligérantes au pouvoir de part et d'autre de la frontière, une somme qui dépasse le montant du commerce régulé entre Djibouti et l'Éthiopie !

- A la veille de chaque échéance électorale ou à chaque fois qu'il se sent en danger, le RPP et son chef sème la Discorde, se crée un ennemi intérieur ou voisin...
- Le refus d'appliquer l'Accord de Paix, la reconduite et l'aggravation des causes du conflit a pour unique but de renouveler le conflit armé. Ce que nous nous sommes bien gardés de faire. Grace à notre endurance, retenue et clairvoyance (je parle de tout le peuple), en quatre mandats, tout le monde peut y voir plus clair sur la véritable nature de ce régime. L'oppression et la marginalisation s'est aggravée pour la communauté qu'elle a frappée en premier. C'est incontestable. Mais en rester à ce constat c'est jeter un regard borgne sur la réalité. La marginalisation et l'oppression frappe aujourd'hui toutes les régions, toutes les communautés. Tout le monde sait maintenant à qui tout cela profite.

C'est vraiment consternant de voir des membres de cette communauté musulmane tomber à chaque fois à pieds joints dans ces pièges grossiers tendus par le chef de la famille !

L'UNION SACREE POUR LA PAIX, CE BIEN COMMUN DE L'HUMANITE doit être la priorité absolue de la transition que tout le monde appelle de ses vœux sans lui donner une substance.

- Indemnisation de toutes les victimes civiles du conflit armé, de Bouldhouqo, des personnes décédées en prison sans procès et sur fonds propres quitte à l'échelonner sur deux exercices budgétaires.
- Légalisation des partis politiques injustement privés de récépissés ainsi que des organisations de la société civile empêchés de participer aux élections...
- Refonte des listes électorales
- Délivrance des cartes d'identité à tous les ayant-droits qui en sont privés depuis des décennies et le rétablissement de la nationalité à ceux qui en ont été déchus par décret
- CENI
- Démilitarisation immédiate du nord du pays en état de siège avec la levée du blocus et embargo qui le frappe à ses frontières
- Libéralisation du commerce et fin de tous les monopoles de jure ou de facto
- Retour des exilés politiques frappés d'interdiction de séjour ou injustement condamnés.

Un débat constructif et inclusif devrait peaufiner et finaliser les priorités de la transition sans alourdir sa mission du programme de chaque parti. Chaque chose en son temps, l'urgence commandant d'instaurer la Paix !

Si la Pacification de ce pays et de ses habitants ne fait pas consensus comme mandat politique d'une courte transition vers une démocratie apaisée, si les membres de cette communauté musulmane ne parviennent pas à surmonter leurs contradictions, BIG BANG il y aura quand même, imposée par Allah à tous !

L'idéal étant que nous le provoquions pacifiquement pour en maîtriser le processus et le mener à son terme avant que cet homme n'entraîne ce pays, ses habitants et la région dans les abysses sanglants de son rêve fêlé !

C'est aussi une invitation à un dialogue inclusif. Laisser la diaspora en marge de ce processus en cours au prétexte que la mobilisation se passerait ici serait se priver d'un acteur qui peut et doit un rôle déterminant dans la chute de ce régime.

RAMADAN KARIM A TOUS ET QU'ALLAH BENISSE CE PAYS ET SES HABITANTS. # FIN

*

Djibouti/DP World : la Cour arbitrale de Londres ordonne une indemnisation de 385 millions de dollars

04 avril 2019 Par Jeune Afrique avec AFP



L'État de Djibouti devra verser 385 millions de dollars d'indemnisation à l'exploitant portuaire Dubai Port World, après avoir rompu unilatéralement leur contrat.

385 millions de dollars d'indemnisation plus les intérêts : c'est ce que devra verser Djibouti à Dubai Port World pour sa rupture unilatérale du contrat d'exploitation du port de Doraleh, exploité depuis 2006 par l'opérateur dubaïote et expulsé manu militari le 22 février 2018.

La Cour d'arbitrage internationale de Londres, saisie par l'émirat (propriétaire de l'opérateur) au moment des faits, vient de rendre son verdict après treize mois d'arbitrage, a annoncé le 4 avril le gouvernement de Dubaï.

Opérateur de 78 ports dans 40 pays, DP World disposait d'un contrat de concession de cinquante ans pour la gestion et le développement de ce terminal à conteneurs.

Djibouti évoque « un principe de souveraineté nationale »

Le tribunal a également donné à DP World le droit de réclamer d'autres dommages et intérêts, si Djibouti poursuit son projet de développement du terminal à conteneurs avec un opérateur, a ajouté le gouvernement de Dubaï.

Djibouti, qui détenait deux tiers du terminal, l'a nationalisé en septembre 2018, après avoir annulé le contrat de concession, mettant en avant un principe de souveraineté nationale.

Actuellement, la China Merchants Port Holdings Company, basée à Hong Kong, détient une participation de 23,5 % dans l'installation. Dans son communiqué, le gouvernement de Dubaï souligne que DP World est engagé dans une autre bataille juridique avec Djibouti au sujet d'une zone de libre-échange dans la même région. Il précise que China Merchants Co exploite cette zone de libre-échange de 3,5 milliards de dollars, que DP World a créée en vertu d'un accord avec Djibouti.

Source : <https://www.jeuneafrique.com/758685/economie/djibouti-dp-world-la-cour-arbitrale-de-londres-ordonne-une-indemnisation-de-385-millions-de-dollars/>